

LES FEMMES FACE À LA CRISE DE L'EAU EN IRAN :

santé, survie et sécurité menacées

Comment les femmes iraniennes supportent
le lourd fardeau d'une crise qui s'aggrave



La Commission des femmes
du Conseil National de la Résistance Iranienne

octobre
2025



Table des matières

1. Introduction	2
2. Portrait de la crise	2
3. Le double fardeau des femmes	4
4. Effondrement de l'agriculture et insécurité alimentaire	8
5. Aggravation des inégalités et creusement du fossé social	8
6. Menace pour la santé publique et propagation des maladies	10
7. Les femmes à l'avant-garde des protestations populaires	11
Appendice (Dimensions de la crise de l'eau en Iran)	12

Les femmes face à la crise de l'eau en Iran : santé, survie et sécurité menacées
Comment les femmes iraniennes supportent le lourd fardeau d'une crise qui s'aggrave

Copyright©2025 par la Commission des femmes du Conseil national de la résistance iranienne (CNRI)
Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou tout système de stockage et de récupération de l'information, sans l'autorisation écrite de l'éditeur.

Une publication de la Commission des femmes du Conseil national de la Résistance iranienne
Octobre 2025

ISBN: 978-2-35822-043-9

 wncri.org/fr
 @CNRIfemmes
 @CNRIfemmes



Les femmes face à la crise de l'eau en Iran : santé, survie et sécurité menacées

Comment les femmes iraniennes supportent le lourd fardeau d'une crise qui s'aggrave

1. Introduction

La crise de l'eau en Iran a depuis longtemps dépassé le cadre d'un simple problème environnemental : elle s'est transformée en une véritable catastrophe humanitaire, écologique et économique.

Si, à l'origine, elle semblait due à la sécheresse et à la baisse des précipitations, ses causes profondes résident ailleurs : dans la corruption enracinée et la mauvaise gestion qui gangrènent l'appareil du pouvoir. Tant que ces causes systémiques ne seront pas traitées, le présent et l'avenir du pays resteront menacés.

De nombreux chercheurs et observateurs internationaux estiment que 70 à 80 % de la crise actuelle résultent de la mauvaise gestion, de politiques non durables, du manque de transparence et de la corruption. Comme le résume cet article :

« La crise de l'eau en Iran n'est pas une crise de ressources, mais une crise de décisions. Des décisions qui ont rendu la terre plus assoiffée et l'avenir plus sombre. Cette crise, tout comme l'érosion de la confiance du public envers les autorités, est le symptôme d'un échec structurel et de gouvernance. »

(Newsweek, 1er août 2025 ; The Times, 8 décembre 2022 ; Reuters, 27 avril 2021)

Des rapports de terrain venus de plusieurs quartiers de Téhéran font état d'une chute alarmante de la pression de l'eau, à tel point que même les habitants des rez-de-chaussée sont privés d'eau potable.

Dans une déclaration publique, la Compagnie régionale des eaux de Téhéran a appelé les habitants à installer des surpresseurs

domestiques afin de « renforcer la pression de l'eau », transférant ainsi la responsabilité de l'approvisionnement sur les ménages, dont beaucoup n'ont pas les moyens d'acquérir un tel équipement. (Ebtekar, 21 juillet 2025)

Reza Hajikarim, président de la Fédération de l'eau, a reconnu :

« Le "jour zéro" de Téhéran, le jour où les immeubles sont totalement privés d'eau, est arrivé depuis longtemps. Pourtant, la ville détient toujours le record mondial d'affaissement des sols, provoqué par le pompage excessif des nappes phréatiques. » (Jahan-e Sanat, 6 août 2025)

2. Portrait de la crise

Les politiques destructrices du régime clérical notamment la construction effrénée de barrages, le pillage des ressources hydriques par des institutions telles que le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), les transferts inévitables d'eau entre régions et le mépris délibéré des avertissements scientifiques, ont conduit le pays au bord de l'effondrement.

Des prévisions alarmantes, telles que « l'Iran deviendra un désert complet d'ici trente ans », dressent la perspective d'un avenir marqué par l'épuisement des réservoirs, la destruction des zones humides, la contamination des sources d'eau et l'effondrement des écosystèmes.

Des articles publiés par des sites officiels, dont Shargh Network (15 mars 2025), révèlent que la sécheresse extrême de 2025 a bouleversé la vie de millions de personnes. L'article intitulé « Été 2025 : l'Iran face à la sécheresse et à la crise

“L'ensemble des régions de Téhéran et d'Alborz, comptant une population totale de 20 millions d'habitants, fait face au plus haut niveau de stress hydrique.

Une image du barrage Amir-Kabir de Téhéran révèle cette amère vérité.”

de l'eau grandissantes » souligne que de vastes régions du centre et du sud du pays subissent de longues pénuries d'eau. Les agriculteurs, privés de puits et de rivières, ne peuvent plus cultiver leurs terres. Cette situation a non seulement détruit les moyens de subsistance ruraux, mais aussi provoqué un exode massif vers les villes, accentuant la pression sur les infrastructures urbaines.

Selon Eisa Bozorgzadeh, porte-parole du secteur de l'eau, les régions de Téhéran et d'Alborz, qui regroupent quelque 20 millions d'habitants, subissent le plus haut niveau de stress hydrique. (ISNA, 21 juillet 2025)

L'expert en énergie Ali Moradi précise :

« Le problème ne se limite pas à Téhéran : la plupart des provinces, y compris le Khorassan, le Markazi, l'Hormozgan et le Sistan-et-Baloutchistan, sont également touchées, plaçant le pays tout entier dans une situation critique. » (Arman-e Melli, 20 juillet 2025)



Barrage Amir-Kabir de Téhéran

Le site Didban Iran rapportait le 23 juillet 2025 que 50 % de la population urbaine, répartie dans 24 provinces, vit sous stress hydrique. Par ailleurs, selon Borna News (18 novembre 2024) et les données de l'Organisation météorologique d'Iran, presque tout le pays est affecté par la sécheresse.

D'après la NASA, l'Iran est entré dans un cycle de sécheresse de trente ans il y a huit ans. La gravité du phénomène est telle que l'agriculture iranienne est au bord de l'effondrement total, et le pays devrait bientôt devenir un importateur massif de produits agricoles. (Etemad, 17 septembre 2025)



3. Le double fardeau des femmes

La catastrophe de la pénurie d'eau a des conséquences sociales et économiques profondes touchant des millions de vies. Les coupures prolongées et non planifiées ont paralysé la vie rurale : l'agriculture s'est effondrée, le bétail meurt de soif, et de nombreuses familles n'ont même plus accès à l'eau potable.

Les signes de cette crise apparaissent dans les relations et l'économie familiales, la santé physique et mentale, ainsi que dans l'augmentation des migrations internes.

En raison de leurs responsabilités traditionnelles, s'occuper des enfants et des personnes âgées, préparer les repas, assurer l'hygiène du foyer, entretenir les potagers et le bétail, les femmes subissent le plus lourd fardeau.

Ce sont elles qui, du matin au soir, doivent gérer les conséquences du manque d'eau. Le stress psychologique provoqué par les coupures répétées, les longues files d'attente pour obtenir de l'eau, la dégradation de l'hygiène des enfants et des femmes, ainsi que la hausse du prix de l'eau, les privent d'éducation, de santé et de moments de répit. Ces conditions favorisent la dépression, l'anxiété chronique, l'aggravation des tensions familiales et la montée des violences domestiques.

3.1 Problèmes de santé et maladies liées au manque d'eau

Le manque d'accès à des besoins humains fondamentaux tels que l'eau potable affecte directement l'hygiène et la santé, particulièrement celle des femmes, dont les besoins spécifiques demeurent souvent tabous dans la société iranienne.

En période de pénurie d'eau, il leur est difficile d'exprimer ou de résoudre leurs problèmes d'hygiène, et comme beaucoup assument une lourde charge de travail, leur propre santé devient souvent leur dernière plan.

Marzieh, 32 ans, originaire de Chabahar, témoigne : « Malgré la situation côtière de Konarak et de Chabahar, ces villes ne disposent d'aucun approvisionnement fiable en eau douce. Nous sommes contraintes d'utiliser une eau salée et dure pour les tâches ménagères comme la lessive, la vaisselle, le bain ou les toilettes. Beaucoup de femmes ici souffrent d'infections, de calculs rénaux et de troubles digestifs. » (Radio Zamanah, 3 décembre 2024)

Salomeh, de Gomichan, une ville du nord autrefois connue pour la pêche et le commerce du caviar, ajoute : « Nous n'avons jamais eu d'eau purifiée ici. L'eau de

Gomichan a toujours été salée. La gestion de l'eau potable a toujours reposé sur les femmes. Je me souviens de femmes portant leurs enfants sur leur dos avec un tchador et marchant pour aller remplir de l'eau depuis les camions-citernes. Les maladies urinaires et rénales sont très fréquentes ici, mais il n'existe pratiquement aucune infrastructure médicale, car la ville a été délibérément laissée sous-développée. » (Radio Zamanah, 3 décembre 2024)

De plus, pour accéder à l'eau, les femmes doivent souvent traverser des zones isolées et dangereuses, s'exposant ainsi aux attaques d'animaux sauvages, au risque d'agression sexuelle et à des troubles musculo-squelettiques causés par des efforts physiques prolongés. (Journal local Payam-e Ma, 17 mai 2023)

3.2 Les longues files d'attente et le "portage de l'eau"

Dans les régions privées d'eau, les femmes et les enfants, en particulier les jeunes filles, souvent peu armées physiquement pour ces tâches éprouvantes, sont contraints de parcourir de longues distances pour aller chercher de l'eau dans des sources, des puits ou des houtags (réservoirs d'eau traditionnels à ciel ouvert), notamment dans la province du Sistan-et-Baloutchistan.

Plusieurs ont perdu la vie, attaquées par des crocodiles ou noyées dans ces réservoirs. De nombreuses femmes de cette province souffrent d'anémie, de carences en vitamine D et de douleurs articulaires, aggravées par la tâche quotidienne consistant à transporter de lourds bidons d'eau sur de longues distances. (Jame'e 24, 31 juillet 2021)

Elnaz, une femme baloutche de 36 ans, témoigne : « À Nikchahr et dans les villages voisins, l'eau est souvent coupée pendant plusieurs jours. Des camions viennent vendre de l'eau potable, mais celle-ci est loin d'être propre. Beaucoup d'entre nous doivent marcher longtemps pour trouver une source ou un puits, ce qui demande de longues heures, accentue nos douleurs articulaires et nous laisse moins de

moments pour nous occuper de nos enfants. » (Radio Zamanah, 3 décembre 2024)

Dans le Khouzistan, la pénurie d'eau est devenue insupportable. Avec des températures dépassant les 50 °C, l'absence d'eau potable et des rivières salées, la vie dans cette région est devenue un véritable enfer.

Femmes et enfants passent des heures dans de longues files d'attente pour remplir casseroles et barils auprès des camions-citernes.

Des vidéos tournées dans des villages comme Abou Agab, près d'Abadan, montrent des scènes déchirantes d'enfants courant derrière les camions, des seaux à la main. (Mazra'e Sabz, 27 juillet 2025)

3.3 Pénurie d'eau et violences faites aux femmes

Au-delà des difficultés domestiques, la pénurie d'eau bouleverse les économies locales et anéantit les moyens de subsistance des zones rurales, entraînant une pauvreté généralisée. Or, la pauvreté alimente les mariages précoces, les violences domestiques et diverses formes de détresse sociale.

« L'une des principales causes de la violence contre les femmes, c'est la pauvreté », souligne Jame'e 24 (31 juillet 2021).

Salomeh poursuit : « À mesure que l'économie de notre ville s'est effondrée, l'éducation et la santé ont décliné, et les mariages précoces ont augmenté. Imaginez une fille de 15 ou 16 ans, déjà mariée, confrontée à la crise de l'eau, qui tombe enceinte, accouche et doit s'occuper de son bébé dans ces conditions. » (Radio Zamanah, 17 octobre 2024)

Ce phénomène est visible dans toutes les régions d'Iran touchées par la pénurie d'eau, notamment dans les zones rurales du Sistan-et-Baloutchistan et du Khorassan du Sud, où la crise hydrique favorise l'abandon scolaire, les mariages forcés et la négligence de la santé et de l'hygiène des femmes. (Site Bahre Vari, 17 décembre 2024)

3.4. Perte d'accès à l'éducation et à l'emploi

La culture dominante imposée par le régime clérical, qui érige l'homme en « chef de famille » et « pourvoyeur » et relègue la femme au rôle de « dépendante », a rendu les femmes encore plus vulnérables face à la crise de l'eau. Dans ce modèle, le rôle essentiel des femmes dans l'économie familiale informelle, notamment dans les activités domestiques, agricoles ou d'élevage, est ignoré.

9 Migration forcée vers les périphéries urbaines

8 Expansion de la pauvreté féminine

7 Perte d'opportunités éducatives et professionnelles

6 Augmentation des violences domestiques

5 Risque d'attaques par des animaux sauvages, y compris les crocodiles

4 Problèmes articulaires et osseux

3 Maladies infectieuses, calculs rénaux, intoxications, maladies cutanées et respiratoires

2 Privation d'hygiène et problèmes de santé féminine

1 Stress et anxiété

Alors que les femmes sont responsables de la santé, de l'hygiène et de l'alimentation des autres membres de la famille, elles sont elles-mêmes les plus touchées par le manque d'eau:

Les femmes consacrent leur temps et leur énergie à collecter et stocker l'eau et les denrées de base, à préparer les repas et à maintenir l'hygiène familiale. Pourtant, c'est l'homme qui accède au marché, à la reconnaissance sociale, à l'emploi et au revenu.

Éloignées des possibilités d'éducation et d'insertion économique, les femmes se retrouvent piégées dans le cycle de la pauvreté. (Site Bahre Vari, 17 décembre 2024)

3.5. La perpétuation de la pauvreté des femmes et des problèmes sociaux

En Iran, notamment dans les régions du sud et du sud-est, de nombreux villages n'ont toujours pas accès à l'eau courante et souffrent d'une sécheresse extrême.

L'eau disponible est rare, souvent insalubre, et parfois vendue à prix fort, ce qui entretient le cycle de la pauvreté.



L'abandon des terres agricoles faute d'eau réduit les emplois et fragilise l'économie familiale. Beaucoup d'hommes doivent migrer temporairement pour chercher du travail, laissant femmes et enfants dans des villages sans eau, confrontés à d'innombrables épreuves.

Ces femmes, souvent peu instruites et dépourvues d'emploi formel en raison de la pauvreté et des conditions sociales, peinent à assurer leur propre subsistance et celle de leur famille. (Site Bahre Vari, 17 décembre 2024)

La crise de l'eau frappe les femmes sur deux plans : d'une part, la gestion de l'eau domestique repose principalement sur elles, une tâche déjà épuisante, et d'autre part, la crise économique et l'exode des hommes les obligent à chercher des revenus supplémentaires en fabriquant des objets artisanaux comme la broderie. Cette double charge pèse lourdement sur elles. Les intermédiaires achètent leurs produits à des prix dérisoires et les revendent à Téhéran plusieurs fois plus cher.

La plupart de ces femmes n'ont aucun pouvoir de négociation, beaucoup ne parlant même pas couramment le persan. (Radio Zamaneh, 17 octobre 2024)

Ces conditions extrêmes poussent parfois les familles à des choix qu'elles n'auraient jamais

faits autrement. La pénurie d'eau devient ainsi un facteur de dégradation sociale, favorisant des phénomènes comme la mendicité. (Jame'e 24, 31 juillet 2021 ; Journal local Payam-e Ma, 17 mai 2023)

3.6. Migrations forcées et marginalisation urbaine

L'une des conséquences sociales les plus visibles de la crise de l'eau est la migration massive des zones rurales vers les villes. L'assèchement des puits et des rivières dans des provinces comme le Khouzistan, le Sistan-et-Baloutchistan et le Fars a contraint les agriculteurs à abandonner leurs terres.

Ces migrations forcées aboutissent souvent à la périphérie des grandes villes telles que Téhéran, Machhad ou Ispahan, provoquant l'extension des bidonvilles et l'aggravation de la pauvreté. Les populations déplacées, privées de services essentiels comme l'accès à l'eau potable, vivent dans des conditions inhumaines.

Le régime n'a non seulement mis en place aucun plan pour gérer ces migrations, mais il a en outre réprimé les protestations des populations touchées. (IranPedia, 2 mai 2025)



4. Effondrement de l'agriculture et insécurité alimentaire

La crise de l'eau a directement détruit les moyens de subsistance de millions d'agriculteurs iraniens et mis en péril la sécurité alimentaire du pays.

Selon un article de l'agence de presse Borna, publié le 18 décembre 2024, la sécheresse généralisée de 2025 a réduit la production agricole à zéro dans de nombreuses régions. Cette situation a été particulièrement catastrophique dans des provinces comme le Khouzistan, autrefois surnommé le « grenier de l'Iran ».

Incapables de cultiver leurs terres en raison du manque d'eau, les agriculteurs font face à un endettement massif et à une pauvreté extrême. La baisse de la production agricole a non seulement provoqué une hausse des prix alimentaires, mais elle a aussi transformé l'Iran en importateur majeur de céréales.

5. Aggravation des inégalités et creusement du fossé social

La crise de l'eau a accentué les inégalités sociales en Iran et approfondi le fossé entre les classes. Tandis que les populations des régions défavorisées peinent à accéder à l'eau potable, les proches du régime et les couches privilégiées continuent de vivre dans le confort, bénéficiant de ressources privées telles que des puits profonds ou des approvisionnements en eau à prix élevé.

Cette inégalité est particulièrement visible à Téhéran : les quartiers aisés du nord sont alimentés par des camions-citernes privés, tandis que les zones sud de la capitale subissent de sévères restrictions. Le régime, responsable de ces disparités par ses politiques discriminatoires, n'a pris aucune mesure pour assurer une répartition équitable des ressources. Il a, au contraire, choisi de réduire au silence les voix des plus démunis par la répression. (IranPedia, 2 mai 2025)

Le prix de l'eau a, dans certaines régions d'Iran,

Les populations déplacées, privées de services de base tels que l'accès à l'eau potable, font face à des conditions de vie inhumaines.



Dans certaines régions, le prix de l'eau a triplé.

1

2

Alors que la population souffre du manque d'eau potable, les proches du régime vivent dans le confort avec accès à des ressources privées.

En un an, l'Organisation de l'eau a réduit la pression de l'eau à un dixième de son niveau précédent.

3

4

Chaque année, le gouvernement augmente le prix de l'eau et des autres services publics en suivant ou dépassant le rythme de l'inflation.

doublé voire triplé. Cette hausse a provoqué davantage de pressions psychologiques et économiques sur les ménages qu'elle n'a servi de moyen de dissuasion. Selon le juriste Mohammad Emami-Kourandeh, lorsque la politique de ciblage des subventions a été mise en œuvre, les vecteurs énergétiques, eau, gaz, électricité, et toute source considérée comme énergie, ont été prioritaires. L'objectif était que l'État cesse de subventionner ces services et fasse payer aux citoyens le coût réel de leur fourniture. En contrepartie, les revenus supplémentaires tirés de ces factures devaient être redistribués pour soutenir les catégories vulnérables, à faibles revenus et défavorisées, autrement dit, les mêmes bénéficiaires des subventions.

Cependant, cette politique a engendré une discrimination généralisée et un profond désordre. Aujourd'hui, le nombre de bénéficiaires de subventions, qui devait initialement couvrir environ 50 à 70 millions de personnes, est tombé à moins de 20

millions. En réalité, sous prétexte de « ciblage des subventions » et d'aide aux démunis, le gouvernement a exclu de façon arbitraire plus de 60 à 80 % de la population du droit de recevoir des aides, tout en appliquant désormais des tarifs de marché à l'ensemble des vecteurs énergétiques.

En conséquence, les coûts ont explosé, les recettes de l'État ont considérablement augmenté, et surtout, chaque année, face à un déficit budgétaire, de nouveaux bénéficiaires sont supprimés des listes de subvention sous de fallacieux prétextes.

Chaque année, parallèlement à l'inflation, voire à un rythme plus rapide, le gouvernement augmente à plusieurs reprises les prix de l'eau, de l'électricité, du gaz et des autres sources d'énergie. Au cours de l'année écoulée, l'Organisation de l'eau a réduit la pression de l'eau à un dixième de son niveau normal, privant ainsi la population d'un accès réel à une ressource vitale, pourtant lourdement facturée. (Jahan-e Sanat, 19 juillet 2025)

6. Menace pour la santé publique et propagation des maladies

Le manque d'eau potable a eu de graves conséquences sur la santé publique et a accru le risque d'épidémies.

Un article d'Euronews, publié le 13 mars 2025 sous le titre « L'hiver rigoureux de l'Iran est terminé : la crise de l'eau frappera-t-elle cet été ? », décrit la situation sanitaire au Khouzistan, où les habitants, faute d'eau saine, ont dû recourir à des sources contaminées. Cela a entraîné une augmentation des cas de diarrhées et d'infections gastro-intestinales.

Dans le nord-ouest, une grande partie de l'ancien lac d'Ourmia s'est transformée en plaine salée. Le sel dégagé peut être transporté sur des milliers de kilomètres, atteignant même le nord-est du pays.

Selon les données disponibles et des études menées il y a plusieurs années par des experts occidentaux, ces particules peuvent provoquer des maladies respiratoires, cardiovasculaires et rénales, ainsi que des troubles du système immunitaire.

L'impact dépasse les provinces d'Azerbaïdjan, du Kurdistan et de Zandjan, affectant également les pays voisins.

Des études de l'Université des sciences médicales de Tabriz confirment que certains de ces effets sur la santé sont déjà observables.

(Journal Jahan-e Sanat, 22 juillet 2025)

Eisa Kalantari, ancien chef de l'Organisation de protection de l'environnement, a reconnu l'an dernier : « En 2015, une série de maladies de la peau et de troubles de la tension artérielle sont apparus chez les citoyens, conséquences directes de l'assèchement du lac. » (Jahan-e Sanat, 22 juillet 2025)



Le lac d'Ourmia avant et après son assèchement

Le sel dégagé par le lac d'Ourmia asséché peut provoquer des maladies respiratoires, cardiovasculaires et rénales, ainsi que des troubles du système immunitaire, et ses effets s'étendent au-delà des provinces de l'Azerbaïdjan, du Kurdistan et de Zandjan, atteignant même les pays voisins.

7. Les femmes à l'avant-garde des protestations populaires

La pénurie d'eau, facteur déclencheur, a exacerbé les tensions sociales en Iran à un niveau sans précédent. Ces manifestations se distinguent par la présence particulièrement active des femmes. Les grandes mobilisations au Khouzistan, apparues ces dernières années à cause du manque d'eau et de l'assèchement des zones humides, se sont poursuivies à l'été 2025.

Plutôt que de résoudre le problème, le régime a qualifié les manifestants de « fauteurs de troubles » et, par la force militaire, tué ou arrêté des dizaines de personnes. (Euronews, 13 mars 2025) Des protestations similaires ont eu lieu entre mai et août 2025 dans plusieurs villes iraniennes, notamment à Chahr-e Kord et dans diverses provinces du sud et du centre, avec des slogans tels que : « De l'eau, de l'électricité, la vie, c'est notre droit incontestable. » (Wikipedia, 11 août 2025)

À Téhéran, les habitants de Nassimchahr sont descendus dans la rue le 21 juillet pour protester contre la coupure totale de l'eau pendant trois jours, en pleine canicule.

Les 23 et 24 juillet, Téhéran et Eslamchahr ont connu des manifestations antigouvernementales en réaction aux coupures d'eau et d'électricité.

Le 23 juillet, dans plusieurs quartiers de la capitale, les habitants ont exprimé leur colère face à la situation catastrophique du pays avec des slogans tels que : « À bas Khamenei, malédiction à Khomeiny », « Toutes ces années de crimes, à bas le régime », « À bas le dictateur ». Le lendemain, à Eslamchahr, le slogan « À bas Khamenei » a résonné en réponse aux pannes répétées d'électricité.

Des protestations similaires ont également été signalées le même jour à Marvdacht et Torbat Jam. Le vendredi 25 juillet, les habitants de Barzanoun, à Nichapour, ont aussi bloqué la route pour protester contre le manque d'eau. Les villageois ont déclaré : « S'il n'y a pas d'eau et que les autorités du régime ne répondent pas, alors la route ne doit pas rester ouverte non plus ! » (Secrétariat du Conseil national de la Résistance iranienne, 25 juillet 2025)

Mot de la fin

La crise que l'on désigne aujourd'hui sous le terme de déséquilibre hydrique n'est ni soudaine ni le fruit du changement climatique ; elle résulte de l'accumulation de la corruption et des politiques imposées au peuple, intrinsèquement liées à la nature même d'une dictature religieuse.

La crise de l'eau n'est qu'une des innombrables raisons expliquant l'instabilité politique et le manque de légitimité du régime des mollahs. Kaveh Madani, directeur de l'Institut de l'eau, de l'environnement et de la santé à l'Université des Nations unies, déclare : « Si nous prêtons attention à notre pays, nous pouvons en observer les signes d'une maladie grave, difficile à soigner, une infection sévère, voire un cancer, touchant différents secteurs.

Un jour, nous ne pouvons pas respirer à cause de la pollution de l'air à Téhéran ; un autre jour, c'est à cause des tempêtes de poussière ; puis vient la situation de l'eau, l'état d'un établissement d'enseignement, le prix du dollar, de l'économie, de la Bourse ou de l'industrie. Si nous regardons de près, les signes de crise apparaissent dans tous les domaines. Beaucoup de ces problèmes ont des causes communes. Nous devons reconnaître notre échec. (Etemad, 26 juillet 2025)

Les protestations répétées au Khouzistan, à Ispahan et dans d'autres provinces, déclenchées par les pénuries d'eau, reflètent la colère croissante du peuple face à l'incompétence du régime.

La répression de ces manifestations, qui a entraîné la mort de plusieurs protestataires, n'a fait qu'alimenter la fureur populaire et fragiliser davantage les fondations du pouvoir en place. Les signes d'un soulèvement national visant à renverser ce régime illégitime apparaissent désormais partout.

Ce qui préoccupe aujourd'hui la communauté internationale et les consciences éveillées, c'est d'aider le peuple iranien dans cette épreuve cruciale.

Reconnaître l'alternative organisée du peuple iranien, qui lutte depuis des décennies pour la liberté, accélérera non seulement la libération du pays de la dictature, mais contribuera aussi à la paix et à la coopération dans le monde libre.

Appendice:

1. Dimensions de la crise de l'eau en Iran

Quand les lacs disparaissent

Le 7 septembre 2025, Donya-e-Eqtesad rapportait : « Le lac d'Ourmia s'est complètement asséché. » Selon la dernière image satellite de la NASA, le joyau bleu autrefois scintillant du nord-ouest de l'Iran a totalement disparu : aucune trace d'eau n'est visible sur la photo aérienne. Dès le début de l'été, les autorités environnementales avaient déjà averti que le lac d'Ourmia serait asséché à 100 % d'ici la fin de la saison. Situé dans le nord-ouest de l'Iran, le lac d'Ourmia fut autrefois le plus grand lac du Moyen-Orient, couvrant une superficie d'au moins 5 200 kilomètres carrés. Outre le lac d'Ourmia, le lac Bakhtegan, deuxième plus grand lac du pays, situé dans la

province de Fars, est lui aussi confronté à une perte d'eau dramatique et à un assèchement avancé. Réputé pour sa riche biodiversité et son abondante avifaune, son déclin est largement attribué à la construction des barrages de Doroudzan, Sivand et Molla-Sadra, érigés sur les parties supérieures des rivières Kor et Sivand. Le lac Hamoun, dans la province du Sistan-et-Baloutchistan, subit également une baisse spectaculaire de son niveau d'eau et un assèchement progressif. Ce lac revêt une grande importance économique pour les populations locales, qui vivent traditionnellement de la pêche et de l'agriculture autour de ses rives. Certaines communautés indigènes dépendent directement de ses ressources pour assurer leur subsistance quotidienne. (Ghatreh News – “Les principales causes de la crise d'assèchement des lacs d'Iran”) Même la mer Caspienne subit les conséquences de la corruption gouvernementale : son niveau d'eau a baissé de deux mètres au cours des vingt dernières années. (Khabar Online – 8 février 2025)



Lac Maharlou



Lac d'Ourmia

Les rivières meurent

La situation des rivières iraniennes est tout aussi alarmante.

Le 4 juillet 2022, Aftab News rapportait : « Les rivières les plus impétueuses d'Iran se sont asséchées ; les ressources en eau du pays sont dans un état critique. »

Le fleuve Karoun, le plus long et le plus riche en eau d'Iran, est désormais à sec.

Le fleuve Sefidroud, deuxième plus long du pays et principale source d'irrigation pour plus de 170 000 hectares de rizières dans la province du Gilan, est aujourd'hui au bord de l'effondrement.

Des images montrant des poissons morts sur le lit craquelé du fleuve Karkheh, troisième plus grand fleuve d'Iran, ont circulé.

Le fleuve Dez, issu des monts Zagros, est à l'agonie : il s'est complètement asséché pour la première fois dans l'histoire moderne.

D'autres cours d'eau, dont le Kachkan au Lorestan, le Chalous, pourtant réputé pour sa richesse hydrique, l'Aras et le Hirmad, autrefois surnommé « la rivière sauvage », se sont eux aussi taris.

Hedayat Fahmi, ancien directeur général des ressources hydriques au ministère de l'Énergie,

affirme que la gestion catastrophique du régime rejette la responsabilité de la pénurie d'eau sur le changement climatique afin d'échapper à toute reddition de comptes.

Les zones humides en péril

Un autre aspect dévastateur de la crise de l'eau en Iran est la destruction des zones humides et des écosystèmes aquatiques, essentiels à l'équilibre environnemental.

Le Shargh Network (15 mars 2025) rapportait l'assèchement de marais tels que Hour-al-Azim au Khouzistan et Gavkhouni à Ispahan.

Autrefois refuges pour une faune et une flore variées, les zones humides ont été asséchées par la construction incontrôlée de barrages et le détournement des cours d'eau opérés par le régime.

La série de barrages construits sur le fleuve Zayandeh-Roud pour approvisionner en eau des projets industriels et agricoles liés au régime a asséché la zone humide de Gavkhouni.

Les tempêtes de poussière qui en résultent constituent aujourd'hui une grave menace pour la santé des habitants. (Iranpedia – 2 mai 2025)



Rivière Karoun



Zone humide de Mazandaran



Rivière Kashkan



Zone humide de Gavkhouni



Des barrages vides

L'état des barrages iraniens constitue un autre volet tragique de la crise hydrique du pays.

L'eau stockée derrière les barrages s'évapore à un rythme trois fois supérieur à la moyenne mondiale. (Ebtekar – 21 juillet 2025)

L'agence de presse d'État Mehr titrait : « 64 % des barrages du pays sont vides. »

L'inventaire national montre que les barrages situés dans les provinces de Téhéran, Khorassan Razavi, Qom, Azerbaïdjan occidental, Sistan-et-Baloutchistan, Hormozgan, Golestan, Khorassan du Sud, Zandjan, Kerman, Fars et Markazi sont en situation critique. (Mehr News Agency – 21 septembre 2025)

Le volume total d'eau dans les barrages du pays a chuté de 25 % par rapport à l'an dernier. Au 20 septembre 2025, le barrage Amir-Kabir ne contenait plus que 30 millions de mètres cubes d'eau, soit 17 % de sa capacité, une baisse de 73 % sur un an.

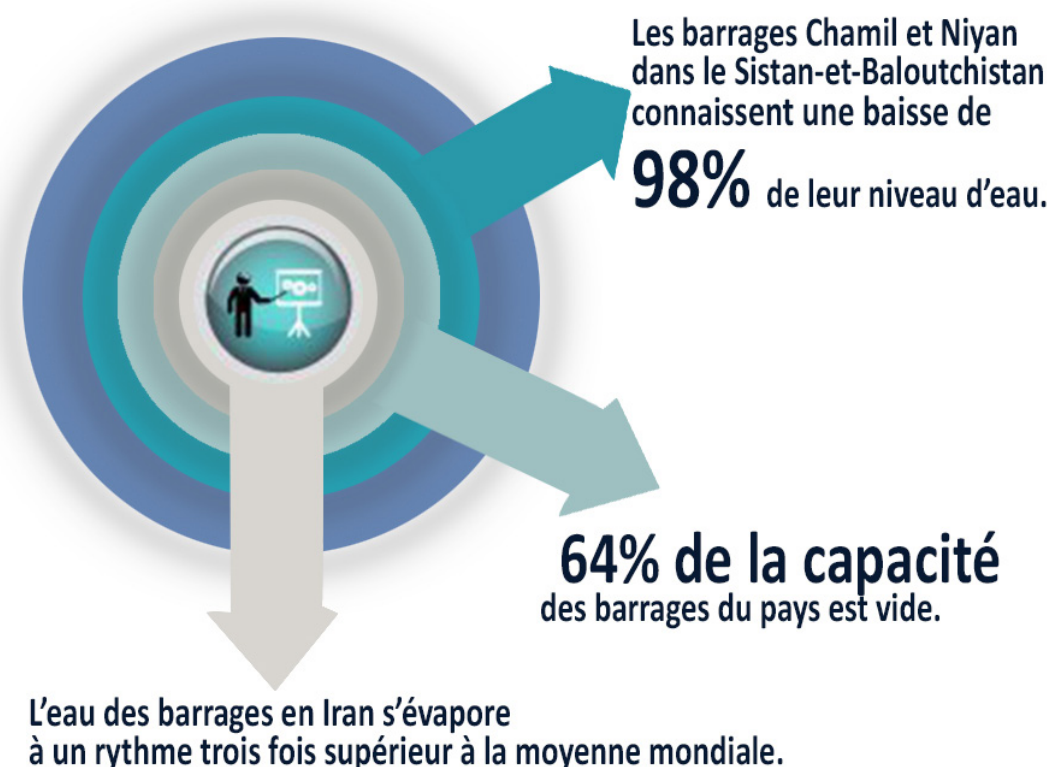
Le barrage Lar, avec 24 millions de mètres cubes, n'est rempli qu'à 3 %, soit 43 % de moins que l'année précédente. (ILNA – 21 septembre 2025)

L'expert en énergie Mohammad Ebrahim Raeisi a mis en garde : « La crise de l'eau à Téhéran pourrait s'aggraver si le barrage de Mamlou cessait de fonctionner ; dans ce cas, les barrages de Latyan, Lar et Karaj seraient également touchés. » (Setareh-e Sobh – 25 juin 2025)

Parmi les provinces les plus touchées figure Hormozgan : les barrages de Chamil et Niyan y ont enregistré une baisse de 98 % par rapport à l'an dernier, atteignant la situation la plus critique du pays. Ces barrages jouaient autrefois un rôle essentiel dans l'approvisionnement en eau du sud de l'Iran. Le barrage Esteghlal, situé dans la même province, a lui aussi connu une baisse de 76 % de son niveau d'eau. (Ham-Mihan – 21 juillet 2025)



Barrage de Téhéran



L'affaissement des sols et son impact sur les infrastructures

Une étude publiée en 2024 a révélé que la surexploitation des nappes phréatiques a provoqué un affaissement généralisé des sols : dans certaines zones, le taux dépasse 10 centimètres par an, affectant 3,5 % du territoire iranien.

Le rythme d'affaissement du sol dans certaines régions est parmi les plus élevés au monde, augmentant la vulnérabilité des infrastructures essentielles, notamment les aéroports et les routes. (The Guardian – 25 septembre 2024) Les médias affiliés à l'État, tels qu'Arman-e Melli (20 juillet 2025), ont également reconnu que 30 provinces connaissent désormais des affaissements dus à l'exploitation excessive des eaux souterraines.

L'expert en énergie Ali Moradi a déclaré que plus de 60 % de l'approvisionnement en eau du pays provient de ces sources souterraines, exploitées à un rythme trois fois supérieur à celui de leur renouvellement naturel.

2. Mauvaise gestion structurelle et « mafia de l'eau »

Il faut reconnaître que le terme « mauvaise gestion » ne suffit pas à décrire le fonctionnement du régime clérical. Même les médias officiels utilisent l'expression « mafia de l'eau ». Tous en Iran savent que cette expression désigne un réseau d'individus et d'institutions liés au régime, ministres, entrepreneurs et organisations de sécurité, qui imposent des projets d'envergure très gourmands en eau, motivés par des intérêts politiques et économiques, sans se soucier des considérations techniques ou environnementales.

Le journal officiel Jahan-e San'at écrivait : « La crise actuelle n'est ni soudaine ni le produit du changement climatique, mais le résultat accumulé de plusieurs années de mauvaise gestion. »

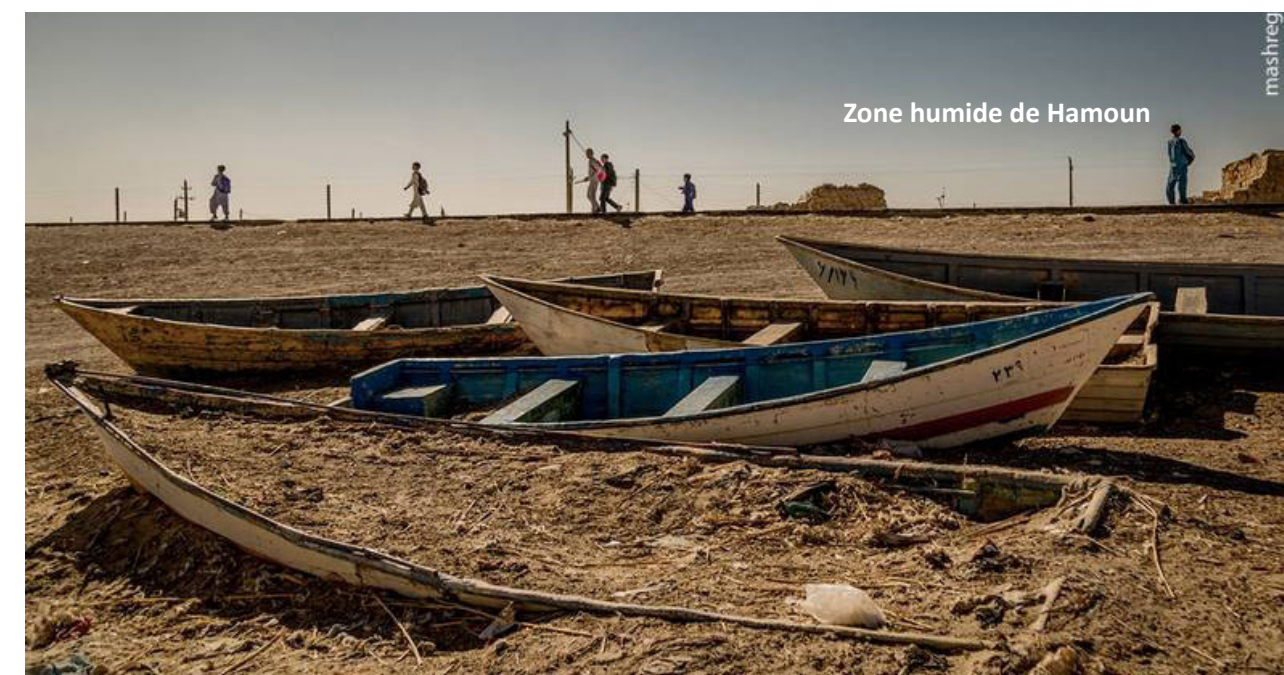
Selon l'économiste Hossein Raghfar : « L'un



des facteurs clés de la crise de l'eau a été l'adoption de politiques défectueuses imposées au pays. Le second facteur est la cupidité : l'exploitation des ressources nationales sous prétexte économique. Depuis les années qui ont suivi la guerre Iran-Irak, et même durant la première décennie après la Révolution de 1979, des projets ont été lancés sans considération pour l'environnement. Par exemple, le complexe sidérurgique de Mobarakeh a été installé dans la région sèche d'Ispahan (centre de l'Iran), et des centaines d'autres usines très consommatrices d'eau ont causé des désastres majeurs pour le pays. La construction d'usines sidérurgiques et pétrochimiques dans les régions sèches de l'est et de l'ouest de l'Iran, si ce n'était pas une trahison pure, était totalement dépourvue de principes. Malheureusement, ces programmes continuent encore. De nombreux barrages ont été construits dans des zones désertiques incapables de retenir l'eau. »

Le professeur Mehdi Esmaeili Bidehendi, de la

Faculté de l'environnement de l'Université de Téhéran, a précisé : « Nos barrages ont, sans le vouloir, contribué à augmenter l'évaporation. Autrefois, l'eau circulait librement dans les lits des rivières et rechargeait nos nappes phréatiques. En la stockant derrière les barrages, nous avons créé des réservoirs où l'évaporation est constante, et le taux d'évaporation de ces réservoirs est bien plus élevé que si l'eau avait suivi son cours naturel. » L'expert en énergie Mohammad Ebrahim Raeisi a expliqué : « L'eau souterraine fonctionne comme une ressource de réserve. Mais aujourd'hui, plus de 60 % de l'eau de Téhéran provient des nappes phréatiques et des puits forés dans la ville. Le prélèvement excessif dans les aquifères du pays est passé de 130 à environ 160 milliards de mètres cubes. »



Résumé historique

Dans les années 1980 et 1990, sous le prétexte de l'autosuffisance économique et de la reconstruction post-guerre Iran-Irak, le régime iranien a lancé d'importants projets de construction de barrages sans études environnementales adéquates. Par exemple, le barrage de Gotvand, dans la province du Khouzestan (sud-ouest de l'Iran), inauguré en 2011, a été construit sur des dômes salins, ce qui a entraîné la salinisation du fleuve Karoun et provoqué l'une des pires catastrophes environnementales du pays. Ce projet, qui a consommé d'énormes fonds publics, n'a non seulement pas aidé l'agriculture locale, mais a également détruit les zones humides en aval et bouleversé la vie de millions de personnes. À partir des années 2000, les institutions du régime, en particulier le Corps des Gardiens de la Révolution (IRGC), ont pris le contrôle des projets de construction et agricoles, entraînant un prélèvement excessif des nappes phréatiques. Plusieurs sources indépendantes indiquent que des entreprises contrôlées par l'IRGC ont foré des puits illégaux et détourné l'eau vers des zones industrielles sous leur contrôle, transformant des plaines autrefois fertiles en terres arides.

Ce pillage systématique, combiné à l'absence de contrôle sur la consommation d'eau dans l'agriculture (qui utilise plus de 90 % des ressources en eau du pays), a jeté les bases de la crise actuelle.

Dans les années 2010, avec l'intensification du changement climatique et la baisse des précipitations, les experts environnementaux ont de plus en plus alerté sur l'effondrement imminent des ressources en eau iraniennes. Pourtant, au lieu de réformer ses politiques, le régime a choisi de réprimer les voix dissidentes et de nier la réalité.

Les protestations publiques dans la province du Khouzestan en 2021, déclenchées par la pénurie d'eau et l'assèchement de la zone humide de Hour al-Azim, ont été violemment réprimées, sans qu'aucune solution fondamentale ne soit apportée. Cette tendance s'est poursuivie jusqu'en 2025.

Ce contexte historique montre que la crise de l'eau en Iran n'est pas seulement le résultat de l'incompétence, mais fait partie d'une stratégie délibérée du régime pour préserver son pouvoir au prix de la destruction des ressources naturelles du pays.



3. Vieillesse des infrastructures et gaspillage

Le site officiel EcoResaneh écrivait le 15 juillet 2025 : « Le réseau de distribution d'eau en Iran est obsolète, et il n'y a pas eu d'investissements suffisants pour le moderniser... Les discussions sur l'existence d'une 'mafia de l'eau', en particulier dans des régions critiques comme Isfahan, n'ont pas été clarifiées ni traitées. » Mohammad Ebrahim Raeisi a précisé : « Environ 715 millions de mètres cubes d'eau sont perdus chaque année à cause de la détérioration des réseaux de canalisations et des faiblesses dans la gestion et l'investissement des infrastructures. » L'expert en urbanisme Hossein Imani Jajarmi a noté : « La population de Téhéran continue de croître à cause de la migration en provenance d'autres villes, alors même que ses ressources en eau sont limitées et instables. » Il a ajouté que la baisse de pression de l'eau cause des problèmes sérieux même pour les logements des premier et deuxième étages. Cependant, si la pression est augmentée, les fuites s'élèvent à environ 80 millions de mètres

cubes par an. Certaines canalisations datent de 50 à 70 ans. Mehdi Pirhadi, président de la Commission Santé, Environnement et Services urbains du Conseil municipal de Téhéran, a déclaré : « Plus de 165 millions de mètres cubes de fuite ont été constatés rien que sur le barrage de Lar. » Reza Haji-Karim, responsable de la Fédération de l'eau, a admis : « Même dans ces conditions critiques, des permis de construire continuent d'être délivrés dans l'est et l'ouest de Téhéran. »

4. Discrimination régionale dans la distribution de l'eau

L'un des aspects les plus destructeurs des politiques du régime est la série de transferts d'eau entre bassins visant à approvisionner en priorité les zones centrales et industrielles favorisées par le régime. Ces projets, comme le transfert du fleuve Karoun vers le plateau central ou de la mer Caspienne vers Semnan (nord du centre de l'Iran), ne sont ni scientifiquement ni écologiquement justifiables et ont créé une inégalité régionale flagrante.

L'article « Mauvaise gestion, aggravation de la crise de l'eau en Iran » publié par Radio Zamaneh le 8 août 2023 indique que ces projets, majoritairement réalisés par des sociétés liées à l'IRGC, ont pillé les ressources en eau des provinces frontalières comme le Khouzestan et le Gilan (nord de l'Iran) au profit des régions alignées sur le régime. Ces politiques ont accéléré l'assèchement des rivières et des zones humides dans les régions sources, alimentant la colère populaire.

Cette discrimination régionale reflète la priorité donnée par le régime aux intérêts politiques plutôt qu'aux besoins réels de la population. Les transferts inter-bassins, la construction excessive de barrages et la dérivation d'eau vers les régions centrales ont concentré les ressources entre les mains de certaines institutions et des centres urbains et industriels,

tandis que les provinces défavorisées comme le Khouzestan et le Sistan-et-Baloutchistan (sud-est de l'Iran) restent négligées. Parallèlement, la pression économique résultant de la hausse des coûts des services d'eau et de l'imposition de dépenses pour la purification domestique aggrave le fardeau des familles à faibles revenus et creuse les inégalités sociales. (Arman-e Emrooz, 19 juillet 2025)



Les femmes face à la crise de l'eau en Iran : santé, survie et sécurité menacées

**Comment les femmes iraniennes supportent le lourd fardeau d'une
crise qui s'aggrave**

Une publication de la Commission des Femmes du CNRI

Octobre 2025



wncri.org/fr



@CNRIfemmes



@CNRIfemmes

